

Après les violences d'Amiens-Nord

Villes et quartiers populaires : répondre MAINTENANT aux urgences sociales !

Les affrontements de ces derniers jours à Amiens-Nord ainsi que les incidents à Toulouse remettent sur le devant de l'actualité la question des banlieues, des villes populaires, de leurs habitants.

Bien sûr, il est inexcusable de brûler une école, un centre de loisirs, une salle de sport, de cibler aux tirs de chevrotine les policiers ... mais pouvons nous en rester à cette seule description ? Bien sûr, il faut rétablir la tranquillité publique, mais les réponses sécuritaires ne suffiront pas : cela fait 20 ans qu'elles sont présentées comme le remède au « mal des banlieues », et on voit les résultats de ces politiques.

Maire d'une commune de banlieue dont l'essentiel du territoire est en zone urbaine sensible, je perçois au quotidien la désespérance qui s'approfondit. La banlieue, les quartiers populaires, les habitants ont besoin d'être traités à égalité avec le reste de la population de notre pays.

Durant la campagne électorale, François Hollande avait répondu favorablement à l'association Ville et Banlieue qui lui avait soumis, comme aux autres candidats, 120 propositions (1) pour changer durablement la vie dans ces territoires relégués et stigmatisés.

Ainsi avait été évoquée la mise en place d'un ministère de l'égalité des territoires. Mais cette mesure, pour positive qu'elle soit, ne suffit pas et ne suffira pas.

Ce dont souffrent les habitants de nos villes, ce sont des inégalités pour accéder à un logement de qualité, à une école de la réussite pour tous, à un emploi pérenne, à des services publics diversifiés, à des soins gratuits...

Je réfute, pour ma part, le qualificatif de quartiers « difficiles » trop souvent utilisé par les médias. Ce ne sont pas ces quartiers qui sont difficiles. C'est la vie qui est faite à leurs habitants qui est difficile voire insupportable.

C'est à cela qu'il faut s'attaquer résolument !

Ne tournons pas autour du pot, ce dont ont besoin ces villes et ces quartiers, ce ne sont pas de mesurette sociales ou l'intervention éphémère des forces de police qui repartent dès que les « incidents » ne sont plus à la Une des journaux...

Voilà pourquoi, je reste sur ma faim avec les décisions prises pendant les 100 premiers jours de F. Hollande.

Dans ces villes et quartiers, qui recèlent tant de talents et d'intelligences, il faut mettre en œuvre une politique énergique pour retisser du lien social, donner les moyens de vivre aux associations, conforter la place de l'école, développer et renforcer les services publics, engager des moyens humains en nombre : enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux ...

Il est grand temps, avec les élus et les habitants de ces quartiers, d'engager un grand débat national sur ce qui pourrait et devrait y changer la vie !

Les 120 propositions de l'association Ville et Banlieue sont pleinement d'actualité. Elles constituent le socle d'une politique ambitieuse de la ville, nécessaire pour changer la vie dans les quartiers !

D'ici quelques semaines, va s'ouvrir le débat préparant le budget de la Nation pour 2013. C'est une occasion à saisir pour montrer que dans les orientations budgétaires de notre pays, les quartiers et les villes populaires sont au cœur des préoccupations et des décisions des responsables politiques.

Il faut avoir le courage politique de sortir véritablement des traces des gouvernements précédents.

Allonnes, le 17 août 2012

Gilles LEPROUST,
Maire d'Allonnes,
Conseiller général de la Sarthe,
Vice-président de l'Association Ville et Banlieue.

(1) Les 120 propositions de Ville et Banlieue sont lisibles et téléchargeables à cette adresse : <http://www.ville-et-banlieue.org/nos-propositions/120-maires-de-banlieue-120-propositions>